

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 14 au 20 avril 2026

Sommaire

Le chiffre de la semaine : la croissance2

Le graphique de la semaine2

En bref3

Actualités macroéconomiques3

CONJONCTURE3

FINANCES PUBLIQUES3

FISCALITE4

MARCHE DU TRAVAIL5

Actualités commerce et investissement5

COMMERCE5

SANCTIONS.....6

Actualités financières6

REGLEMENTATION FINANCIERE6

MARCHES FINANCIERS7

Le chiffre de la semaine : la croissance

Selon l'ONS, le PIB du Royaume-Uni a enregistré une croissance trimestrielle de **+0,5 % en février 2026**, après **+0,3 % en janvier** (chiffre de janvier révisé à la hausse par rapport à l'estimation initiale de +0,2 %).

La décomposition sectorielle indique que cette progression est provient principalement du secteur des services, en hausse de +0,5 %, avec une augmentation de l'activité dans 10 des 14 sous-secteurs. Les contributions positives les plus importantes proviennent du commerce de gros et de détail (+1,4 %), de l'information et la communication (+1,6 %), et des transports et la logistique (+1,9 %). L'industrie affiche également une dynamique favorable (+1,2 %), soutenue par la production manufacturière (+1,2 %) et par la production et la distribution d'électricité et de gaz (+3,6 %) ; cette évolution est toutefois partiellement atténuée par un recul de 2,1 % dans les activités extractives. À l'inverse, le secteur de la construction recule fortement (-2,0 %), sous l'effet notamment de la baisse des nouveaux travaux (-3,4 %). En données mensuelles, la croissance s'établit à +0,5 % en février, après +0,1 % en janvier 2026 et décembre 2025.

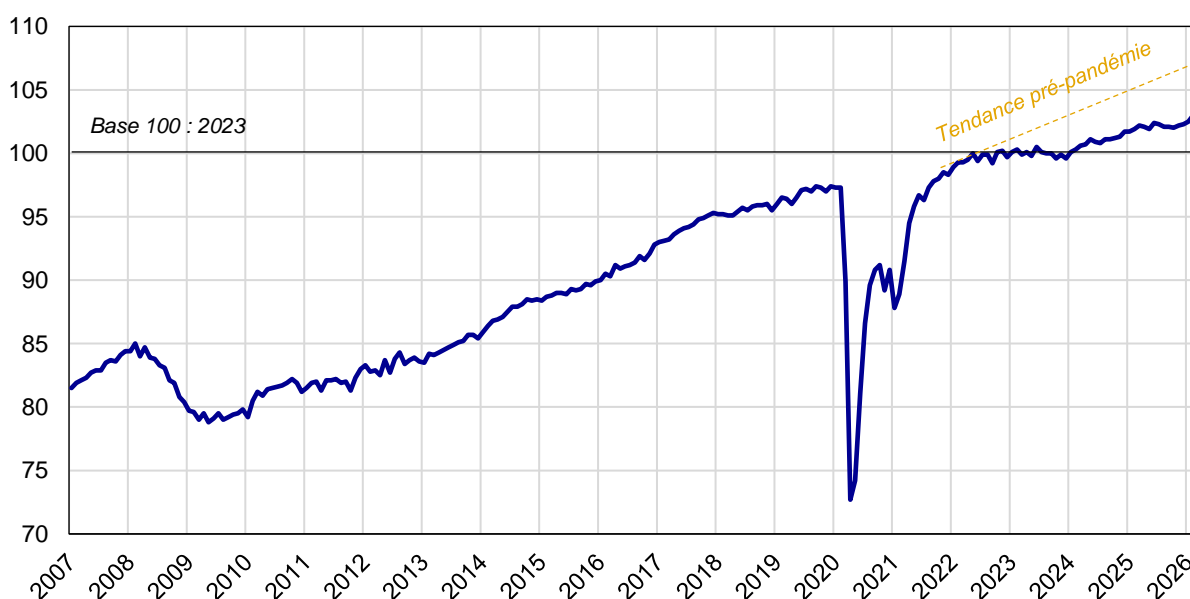
Par secteur, les services et l'industrie progressent de 0,5 % sur le mois de février, tandis que la construction enregistre une hausse de +1,0 %. Ces évolutions mensuelles demeurent toutefois volatiles et doivent être interprétées avec prudence.

LE CHIFFRE À RETENIR

+0,5 %

Le graphique de la semaine

Evolutions mensuelle du PIB britannique (2007-2026)



Source : SER de Londres, à partir des données de l'ONS. Dernier point : Février 2026

En bref

- Depuis le 14 avril, la livre sterling s'est légèrement dépréciée par rapport à l'euro et a atteint 1,1486 € (-0,1 %). De même, la livre s'est dépréciée par rapport au dollar américain et a atteint 1,3540 \$ (-0,2 %).
- Au 20 avril, les rendements longs du gilt (obligation souveraine) sont en hausse, le rendement à 10 ans augmente à 4,83 % (+6,2 pdb), le gilt à 30 ans augmente légèrement à 5,56 % (+11,2 pdb).
- La Financial Conduct Authority (FCA) publie une [consultation](#) sur le périmètre de son régime d'encadrement des cryptoactifs qui entrera en vigueur en octobre 2027.
- 71 % des chefs d'entreprises dans les fintech britanniques envisagent de réviser leurs plans de croissance dans un contexte de resserrements des conditions d'accès aux capitaux, selon la société de conseil Chatsworth ([CityAM](#)).

Actualités macroéconomiques

Conjoncture

Le [FMI](#) a révisé à la baisse sa prévision de croissance pour le Royaume-Uni en 2026, à 0,8 %, contre 1,3 % anticipé fin 2025 dans ses *Perspectives économiques mondiales de printemps*. Le Royaume-Uni connaît la révision la plus marquée parmi les économies du G7. Selon le FMI, cette évolution s'explique par deux facteurs principaux. D'une part, la forte dépendance du Royaume-Uni aux marchés mondiaux du gaz, en lien avec le rôle central du gaz dans le chauffage des logements et la formation des prix de l'électricité, rend l'économie particulièrement vulnérable aux chocs énergétiques, davantage que la plupart de ses voisins européens. D'autre part, la révision reflète la faiblesse de la croissance au S2 2025 : le PIB n'a progressé que de 0,1 % aux T3 et T4 2025, ce qui pèse mécaniquement sur l'acquis de croissance pour 2026. Par ailleurs, le FMI anticipe une accélération de l'inflation à 3,2 % en 2026, soit une révision à la hausse de 0,7 point. Cette projection reste néanmoins inférieure à celle de l'OCDE (4,0 %). Le [FMI](#) met en avant un *output gap* négatif, indiquant des capacités inemployées et des pressions salariales modérées. Dans ce contexte, l'inflation sous-jacente progresserait de manière limitée.

Finances publiques

La chancelière [Rachel Reeves](#) a annoncé l'élargissement du dispositif de soutien aux prix de l'énergie pour les industriels, le *British Industrial Competitiveness Scheme (BICS)*, annoncé l'an dernier dans le cadre de l'*Industrial Strategy*. Le nombre d'entreprises éligibles doit passer de 7 000 à 10 000, soit une extension de 40 % du périmètre, pour un coût total d'environ 600 M£/an pour l'État. Le dispositif exonérera les entreprises éligibles d'une partie des coûts indirects liés à trois contributions aux dispositifs de développement des énergies renouvelables — les *Renewables Obligation*, *Feed-in Tariffs* et *Capacity Market* — et devrait permettre une réduction de 35 à 40 £/MWh (soit environ de 25 %). En réponse aux inquiétudes des industriels sur l'entrée en vigueur tardive du dispositif, la chancelière a également annoncé la

rétroactivité du mécanisme à partir d'avril 2026 : un paiement exceptionnel rétroactif sera ainsi versé au moment de son lancement en 2027. Ce calendrier permet d'envoyer un signal favorable aux entreprises, sans toutefois emporter de nouveaux engagements financiers immédiats dans un contexte de taux d'emprunts souverains élevés. Le gouvernement a aussi confirmé que l'entrée en vigueur du BICS ne provoquerait aucune hausse des factures d'énergie appliquées aux ménages ni aux autres entreprises non bénéficiaires. Les règles d'application doivent être finalisées après une seconde consultation se clôturant le 14 mai 2026, et incorporée dans une loi présentée à l'automne 2026.

Le [Trésor britannique](#) exclut d'assouplir ses règles budgétaires pour financer une hausse supplémentaire des dépenses de défense. Le secrétaire en chef du Trésor (ministre des Dépenses publiques), James Murray, souligne que les dépenses militaires ont déjà été significativement augmentées et que le gouvernement maintiendra une discipline budgétaire stricte. Selon le *Financial Times*, le Trésor n'a pas démenti une information de [The Times](#) selon laquelle la chancelière Rachel Reeves anticiperait une hausse inférieure à 10 Md£ sur quatre ans, alors que le ministère de la Défense évalue ses besoins à 28 Md£ sur la même période. Le Premier ministre Keir Starmer doit encore arbitrer le plan d'investissement de défense sur dix ans, dont la publication, initialement prévue à l'automne dernier, est retardée. Celui-ci est notamment accusé par [Lord George Robertson](#), ancien ministre de la défense et auteur de la *Strategic Defence Review* de 2025, de « ne pas vouloir réaliser les investissements nécessaires ». Le Trésor met en avant des hausses déjà engagées, les dépenses militaires devraient atteindre 2,6 % du PIB en avril prochain, soit un niveau supérieur à l'engagement figurant dans le programme travailliste.

Le think tank [Higher Education Policy Institute](#) (HEPI) estime que le système de prêts étudiants « Plan 2 » a permis à l'État de dégager un surplus sur la dernière cohorte d'étudiants, alimentant les critiques sur l'équité du dispositif. Le Trésor britannique devrait enregistrer un excédent d'environ 679 M£ grâce aux étudiants entrés à l'université en 2022, une fois prises en compte les bourses à l'enseignement supérieur. Le rapport souligne que les changements successifs des conditions de remboursement ont accru la charge pour les diplômés, en particulier via le gel des seuils de remboursement et la hausse des intérêts. En réaction, le HEPI propose un système alternatif de remboursement progressif à taux différenciés, visant à réduire la charge mensuelle pour les revenus faibles tout en maintenant l'équilibre global du système.

Fiscalité

Les mesures de contrôle de TVA menées par [HM Revenue & Customs](#) (HMRC) sur les grandes et moyennes entreprises ont fortement augmenté, atteignant près de 12 000 en 2024-2025 (+31 % sur un an). Ces données, publiées par le *Financial Times*, ont été obtenues au titre de la communication des informations publiques. Au total, les enquêtes TVA auprès de l'ensemble des contribuables, y compris les petites entreprises et les particuliers, dépassent le nombre de 110 000, dans un contexte de renforcement des efforts pour réduire l'écart fiscal (la différence entre les montants dus et ceux effectivement collectés), estimé à 47 Md£ (5,3 % des recettes). La TVA apparaît comme un point de fragilité particulier : son manque à gagner a atteint

11,9 Md£ en 2024-25 (contre 8,9 Md£ en 2023-24). Les contrôles finalisés sur les grandes entreprises ont par ailleurs permis de récupérer 5,3 Md£ de recettes supplémentaires. Cette hausse des enquêtes s'explique à la fois par une meilleure capacité de ciblage et d'analyse des données par HMRC et par la complexité croissante des règles de TVA, qui favorise les erreurs et divergences d'interprétation.

Marché du travail

L'[Office for National Statistics](#) (ONS) a de nouveau repoussé la refonte de ses statistiques du marché du travail, désormais attendue pour 2027, alors qu'une mise en œuvre était initialement prévue d'ici novembre 2026 afin de répondre aux critiques sur la qualité des données. Cette décision intervient dans un contexte de critiques croissantes liées à des erreurs dans plusieurs indicateurs économiques et à des retards de publication, notamment concernant le chômage. Selon le [directeur général](#) de l'ONS, James Benford, ces retards s'expliquent par une complexité technique plus élevée qu'anticipé. L'institution prévoit de réduire sa production statistique et de se concentrer, dans un premier temps, sur les indicateurs jugés prioritaires (inflation, PIB, salaires). Malgré ces difficultés, James Benford souligne des progrès dans la qualité des données sur l'emploi, le taux de réponse à l'enquête actuelle sur la population active est revenu à son niveau d'avant la pandémie.

Selon [HM Revenue & Customs](#) (HMRC), l'emploi des travailleurs migrants a continué de progresser au Royaume-Uni en 2025 malgré le ralentissement du marché du travail, tandis que l'emploi des Britanniques et des ressortissants de l'UE recule. Sur un an, l'emploi des ressortissants non-européens a augmenté de 238 100 (+6 %), alors que celui des travailleurs britanniques a diminué de 335 200 (-1 %) et celui des citoyens de l'UE de 74 200 (-3 %). Cette évolution intervient dans un contexte de baisse des embauches et de durcissement des politiques migratoires. Selon la [directrice de l'Observatoire des migrations](#) de l'université d'Oxford, Madeleine Sumption, la hausse de l'emploi immigré pourrait s'expliquer à la fois par les flux d'immigration actuels et par une meilleure intégration sur le marché du travail de certaines cohortes arrivées un peu plus tôt (Ukrainiens, Hongkongais, réfugiés). En parallèle, l'emploi des Britanniques, après être revenu en 2021 à son niveau d'avant la pandémie, a reculé depuis, ce qui alimente les inquiétudes sur la dynamique du marché du travail. En outre, depuis le Brexit, l'emploi de travailleurs de l'UE a nettement diminué, tandis que celui des travailleurs du reste du monde a presque doublé en cinq ans. Cette évolution est particulièrement marquée à Londres et dans des secteurs comme l'hôtellerie-restauration.

Actualités commerce et investissement

Commerce

Selon [l'ONS](#), le déficit commercial britannique (biens et services) se réduit de 0,3 Md£ pour atteindre 2,8 Md£ au cours du dernier trimestre se terminant en février 2026 (en glissement trimestriel). En effet, sur ce trimestre glissant, la balance des biens s'est dégradée de 1 Md£ (pour atteindre un déficit de 57,1 Md£), tandis que la balance des services s'est améliorée de 1,3 Md£ (pour atteindre un excédent de 54,2 Md£). Sur des données mensuelles, les exportations britanniques de biens reculent de 0,5 Md£ en

février 2026, après avoir progressé de 2 Md£ en janvier (en valeur). Si les exportations de biens vers les États-Unis ont augmenté (+0,5 Md£), cette hausse est toutefois contrebalancée par la baisse des exportations de biens vers l'UE et le reste du monde. Les exportations de services ont enregistré une hausse en février (+0,1 Md£), mais celle-ci s'explique davantage par une demande intérieure plus forte, plutôt que par les exportations. En parallèle, les importations progressent avec une hausse de 0,2 Md£ pour les importations de services et de 2,1 Md£ pour les biens. Parmi les évolutions marquantes figure l'augmentation d'importations de voitures électriques en provenance de Chine, qui atteignent 0,8 Md£ en février. Face à ce bilan, la [British Chambers of Commerce](#) (BCC) appelle le gouvernement à suivre une stratégie à double objectif : d'une part sécuriser l'approvisionnement en matières premières essentielles à la croissance et en biens critiques pour l'économie britannique, en particulier dans les secteurs affectés par le conflit au Moyen-Orient ; d'autre part élargir l'accès des biens et services britanniques aux marchés étrangers en exploitant pleinement les accords de libre-échange existants et à venir. Enfin, selon la BCC, le gouvernement devrait mettre en place une nouvelle approche en matière de sécurité économique au niveau national.

Sanctions

L'Office of Financial Sanctions Implementation (OFSI) a publié sa [nouvelle stratégie](#) pour les trois prochaines années 2026-29 en parallèle de son bilan. Dans un contexte de tensions géopolitiques croissantes, l'OFSI dresse un bilan de renforcement de mise en œuvre des sanctions financières : depuis 2021 l'OFSI compte plus de 1 400 dossiers traités, 18 décisions publiques rendues, plus de 22 M£ d'amendes infligées et plus de 100 licences délivrées. Enfin, les pouvoirs de désignation antiterroriste du Royaume-Uni ont été utilisés pour la première fois, à l'appui des objectifs de sécurité intérieure. La nouvelle stratégie s'appuie sur quatre piliers « *Promote, Enable, Respond and Change* » et vise à atteindre trois résultats principaux : améliorer l'identification de potentielles menaces en se fondant sur des données, fournir un soutien en matière d'octroi de licences et établir des partenariats renforcés avec le secteur privé, au sein du gouvernement et à l'échelle internationale.

Actualités financières

Réglementation financière

La Financial Conduct Authority (FCA) publie ses [règles finales](#) pour alléger le régime des ventes à découvert. Ces règles reprennent l'essentiel des propositions effectuées lors de la consultation sur le sujet (voir [brèves n°39](#) en 2025) ; elles sont prises en application du *Short Selling Regulations* pris par le Trésor en janvier 2025 pour remplacer le droit européen (et exclusion du régime, hors pouvoirs d'urgence, la dette souveraine britannique et les *credit default swaps* associés). Le délai de déclaration des positions vendues à découvert est ainsi allongé à 23h59 au jour ouvré suivant (contre 15h30 à l'heure actuelle). La FCA publiera désormais des données agrégées par émetteur au-delà du seuil de 0,2 % du capital, sans identification des acteurs individuels. Le régime est également simplifié pour les teneurs de marché (*market makers*), qui n'auront plus à notifier chaque instrument individuellement et devront simplement confirmer annuellement leur statut. La mise en œuvre se fera en deux étapes en juillet et novembre 2026.

La Financial Conduct Authority précise sa [feuille de route](#) pour le développement de l'*open finance* et visant à étendre le partage de données au-delà des comptes bancaires vers l'épargne, l'investissement et l'assurance. Dans la continuité de l'*open banking*, l'autorité souhaite permettre à des acteurs tiers d'accéder, avec le consentement des clients, à un éventail plus large de données financières afin de proposer des services tels que l'agrégation de patrimoine, des recommandations d'investissement ou des comparateurs de produits plus performants. La FCA identifie plusieurs prérequis opérationnels, dont la standardisation des données, la mise en place d'interfaces techniques communes et un cadre clair de responsabilité entre acteurs. Elle souligne également la nécessité d'un modèle économique viable pour les fournisseurs de données, ainsi que de garanties renforcées en matière de protection des consommateurs.

Marchés financiers

Standard Life annonce [l'acquisition](#) d'Aegon UK pour une valeur de 2 Md£. Aegon UK est la filiale britannique de l'assureur néerlandais Aegon, qui avait annoncé en décembre dernier envisager la cession de son activité britannique pour se concentrer sur le marché américain. Standard Life est une marque écossaise détenue par le groupe de d'assurance vie et d'épargne retraite du même nom (ex-Phoenix plc), membre du FTSE 100. La transaction sera financée en trésorerie, action et dette. Le groupe nouvellement créé comptera 16 millions de clients et 480 M£ d'actifs, faisant de Standard Life le deuxième acteur britannique des pensions de retraite d'entreprise (en termes d'actifs). Une analyste citée par le [Financial Times](#) mentionne que le prix obtenu par Aegon était très avantageux pour l'assureur néerlandais, correspondant à un multiple de 14 fois le résultat net anticipé (contre 8 anticipé avant l'annonce par cette même analyste).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres et Service de l'attachée fiscale

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr